

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 13/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PLASTIKPACK FRANCE**

ZI DE GRON  
89100 Gron

Références : 250268  
Code AIOT : 0024900003

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement PLASTIKPACK FRANCE implanté 4 RUELE AUX CHATS ZA GRON 89100 GRON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLASTIKPACK FRANCE
- 4 RUELE AUX CHATS ZA GRON 89100 GRON
- Code AIOT : 0024900003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PLASTIKPACK FRANCE, créée en 1991, exploite depuis janvier 1992, en Zone Industrielle de GRON, une unité de production de bidons de capacité de 5 à 30 litres en matières plastiques (Polyéthylène) par extrusion / soufflage.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression
- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 1	Sans objet
3	Plan d'intervention	AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 1	Sans objet
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7	Sans objet
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.12	Sans objet
7	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
8	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les non-conformités relevées lors de l'inspection du 25/04/24 concernant les équipements sous pression ont été levées.

Concernant les 3 points de l'arrêté de mise en demeure (APMD) du 11 mars 2024, 2 sont respectés. L'exploitant dispose :

- de protection incendie par des extincteurs, pour les stockages extérieurs ;
- d'un plan d'intervention en cas de sinistre pour son établissement.

Concernant le dernier point de l'APMD et la mise en place d'un système d'alerte incendie et d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement, dans la partie du bâtiment dédiée à la production, l'exploitant a récemment passé commande pour celui-ci. Il doit maintenant justifier de sa mise en place effective pour respecter cette mise en demeure. Il est donc considéré qu'elle est respectée sous réserve de justificatif.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PLASTIKPACK située au Ruelle aux Chats - Zone industrielle de Gron - 89100 GRON est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté de disposer : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un système d'alerte incendie et d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement, dans la partie du bâtiment dédiée à la production ;</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté une commande suite à un devis du 23/05/25 pour l'installation d'un système d'alerte incendie et d'un système de détection automatique de fumées dans la partie du bâtiment dédiée à la production. Il indique que la solution technique a été difficile à choisir compte tenu de la présence d'un pont roulant et de vapeurs potentielles en sortie des extrudeuses. Le délai de réalisation n'est pas indiqué sur la commande. Ce point de la mise en demeure ne pourra être levé qu'après justification de la mise en place effective du système d'alerte incendie et d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement, dans la partie du bâtiment dédiée à la production.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier de la mise en place effective du système d'alerte incendie et d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement, dans la partie du bâtiment dédiée à la production.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PLASTIKPACK située au Ruelle aux Chats - Zone industrielle de Gron - 89100 GRON est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté de disposer : <ul style="list-style-type: none"><li>• de protection incendie par des extincteurs, pour les stockages extérieurs ;</li></ul>
<b>Constats :</b> 2 extincteurs poudre 50 kg ont été mis en place au niveau des stockages extérieurs. La vérification des différents extincteurs du site a été effectuée le 22/01/25.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Plan d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/03/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> La société PLASTIKPACK située au Ruelle aux Chats - Zone industrielle de Gron - 89100 GRON est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté de disposer : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un plan d'intervention en cas de sinistre pour son établissement.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi un document intitulé "livret de sécurité" intégrant différentes fiches réflexes notamment "alerte des secours", "incendie", "déversement matière plastique", fuite d'huile hydraulique", une procédure d'évacuation d'urgence, une procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité, un plan du site avec l'emplacement de la vanne de coupure gaz, des vannes d'isolement des eaux d'extinction incendie, coupure électrique. Un test de fermeture des vannes d'isolement des eaux d'extinction a été effectué. Aucun test périodique n'est effectué. <u>Observation :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• la maintenance et le test des vannes d'isolement des eaux d'extinction est à réaliser périodiquement et à tracer,</li><li>• les salariés du site doivent être informés et formés à l'application du plan d'intervention en cas de sinistre,</li><li>• un échange avec le SDIS sur ce plan d'intervention est à réaliser.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Dans le document "livret sécurité" est présent un plan du site avec l'emplacement des coupures électriques, gaz, cuve gaz, vannes d'isolement des eaux d'extinction incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation [...],</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li></ul>

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...
<b>Constats :</b> Le plan d'intervention créé intègre différentes consignes de sécurité en cas de sinistre notamment une procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques doit être effectué au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Les vérifications des installations électriques du site ont été effectuées le 07/01/25 et les 27-28/02/25. Une nouvelle vérification a eu lieu le 02/06/25 (rapport fourni) pour vérifier la levée de certaines réserves des Q18. Il reste 22 observations à lever selon le dernier rapport du 02/06/25. L'avancement des levées des réserves restantes est fait par le service maintenance et qualité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier de la levée des réserves présentes dans le dernier rapport de vérification des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans,

<p>excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection du 25/04/24 concernant les ESP du site, l'exploitant a réalisé l'inspection périodique de différents équipements et fourni les comptes-rendus associés. Une vérification a été faite par sondage.</p> <p>La liste des équipements périodiques avec les échéances réglementaires a été mise à jour.</p> <p>Le suivi est réalisé par le service maintenance et qualité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Vérification des échéances de la requalification périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection du 25/04/24 concernant les ESP du site, l'exploitant a réalisé la requalification périodique de différents équipements et fourni les comptes-rendus associés. Une vérification a été faite par sondage.</p>

La liste des équipements périodiques avec les échéances réglementaires a été mise à jour.  
Le suivi est réalisé par le service maintenance et qualité.

**Type de suites proposées :** Sans suite